

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : GEMAPI -
Commune de Les Ferres - Maitrise
d'ouvrage déléguée pour la réalisation de
l'extension du réseau pluvial - rue de
l'Aparas - Convention subséquente

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.203

Date de la convocation :

Le 30/11/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **14 DEC. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **14 DEC. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 décembre 2021

L'an deux mil vingt et un et le 06 décembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA

Monsieur DERMIT,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment les dispositions des articles L.5211-17, L.5216-5 II 2° et L.5216-5 I 5° ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.125 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestions des milieux aquatiques et prévention des inondations » et de missions hors GEMAPI ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.126 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestion des eaux pluviales » ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2018.043 en date du 9 avril 2018 ayant approuvé le principe des conventions cadre et subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.006 en date du 17 juillet 2020 qui délègue au Bureau Communautaire l'approbation de conventions subséquentes de maîtrise d'ouvrage déléguée ;

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la C.A.S.A. exerce en lieu et place des communes membres la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, intégrée aux compétences obligatoires, ainsi que la compétence gestion des eaux pluviales, et ce au titre de ses compétences facultatives.

La C.A.S.A dispose de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement et de l'exploitation des cours d'eau, vallons et ouvrages pluviaux publics. Ses compétences sont liées à des objectifs de gestion et d'amélioration des conditions hydrauliques et environnementales. Elles peuvent accompagner des projets d'urbanisme (extensions de réseaux, ...), mais ne couvrent pas les aménagements induits par des projets communaux de voiries et espaces publics, ou des opérations de restructuration urbaine.

Toutefois, certains travaux programmés par les communes impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A. Aussi, afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et les Communes membres s'accordent sur le principe de déléguer aux Communes, la Maîtrise d'Ouvrage des opérations sus mentionnées au travers de convention-cadre.

La commune de Les Ferres a engagé une opération de travaux à l'occasion de laquelle la C.A.S.A. souhaite réaliser un projet d'extension des réseaux d'eaux pluviales – ruelle de l'Aparas. L'étude globale du projet sera réalisée par la Commune, et les travaux seront réalisés par la Commune dans le cadre d'un marché public.

La C.A.S.A. assurera le financement des travaux tels que décrits dans le devis prévisionnel joint en annexe à la convention, estimés à 84 600 € HT.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la Commune de Les Ferres relative aux travaux d'extension du réseau pluvial sous la ruelle de l'Aparas, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué aux Risques Naturels et aux Risques Majeurs à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de cette convention.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

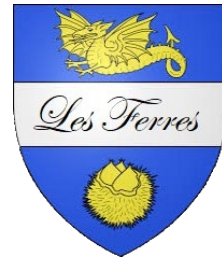
- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la Commune de Les Ferres relative aux travaux d'extension du réseau pluvial sous la ruelle de l'Aparas, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué aux Risques Naturels et aux Risques Majeurs à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de cette convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 décembre 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



**Convention subséquente de mandat de maîtrise d'ouvrage
entre la C.A.S.A et la Commune de Les Ferres relative aux travaux d'extension du réseau pluvial - ruelle
de l'Aparas**

Liminaire :

La Commune de Les Ferres ayant approuvé par délibération en date du la Convention cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux, approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2018.043 en date du 9 avril 2018,

Exposé des motifs :

La Commune de Les Ferres s'est engagée depuis plusieurs années dans le déploiement d'un réseau pluvial sur l'ensemble du village pour limiter les ruissellements de surface en période de fortes pluies. Dans la suite de sa politique d'aménagement, la commune projette la requalification de la ruelle de l'Aparas, située à l'est du Village, pour accompagner la mutation du quartier et faciliter le cheminement des habitants. L'extension du réseau pluvial intègre ce projet de requalification

Certains travaux programmés par la commune impactent les compétences transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A. Afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A. et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

Entre :

D'une part,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A, dont le siège social est à la Mairie d'ANTIBES, cours Masséna 06600 ANTIBES, représentée par le vice-président Monsieur Jean-Pierre DERMIT délégué aux risques naturels et aux risques majeurs conformément à la délibération du Bureau Communautaire n°.....en date du 6 décembre 2021,

Et

D'autre part,

La Commune de Les Ferres, représentée par son Maire, Monsieur Georges TOSSAN agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du

Article 1 - Objet

La Commune engage la requalification de la ruelle de l'Aparas et souhaite poursuivre l'extension du réseau d'eaux pluviales mise en œuvre sur le village, pour réduire les ruissellements de surface, source de risque pour les piétons.

La C.A.S.A. gestionnaire de la compétence eaux pluviales valide cette demande et entrevoit l'opportunité de réaliser concomitamment l'extension du réseau sur 90 ML.

Le projet de la commune impacte les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A.

Afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage délégué se voit confier par la présente la maîtrise d'ouvrage au sens de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique, pour les éléments qui suivent :

- Réalisation des études hydrauliques et études d'impact, élaboration des dossiers loi sur l'eau « déclaration, Autorisation DIG, ...) et suivi des procédures réglementaires ;
- Conduite des opérations foncières le cas échéant, ou mises en place des servitudes éventuellement nécessaires sur le domaine privé ;
- Le montage financier de l'opération et la recherche de subventions ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés d'études préalables nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment les études de faisabilité et d'opportunité et de ce ou ces marchés ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de contrôle technique nécessaires à l'ensemble de l'opération ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de coordination SPS pour l'ensemble de l'opération ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de travaux nécessaires à l'ensemble de l'opération ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages ;
- Gestion de la garantie de parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'opération ;
- Gestion de la garantie de bon fonctionnement attachée à l'ensemble des ouvrages de l'opération ;
- Gestion de la garantie décennale attachée à l'ensemble des ouvrages liés à l'opération ou impactés par celle-ci.

Pour les projets n'ayant pas démarré avant le 1^{er} janvier 2018, la nature et la conception des travaux souhaités par la commune feront l'objet d'une coordination et d'une validation préalable par la C.A.S.A pour les aspects GEMAPI et gestion des eaux pluviales.

De manière générale, la Commune se voit donc confier l'ensemble des tâches du maître d'ouvrage, des

études de faisabilité des travaux à la réception des travaux jusqu'à la fin des délais de garantie.

Après réception des travaux, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés dans la convention subséquente relative à l'opération seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A qui en assurera la gestion.

Article 3 : Modalités de participation financière de la C.A.S.A

La C.A.S.A. assurera le financement des travaux devant faire l'objet d'une instruction du dossier par ses services.

Cette instruction visera à définir la part de la compétence de la C.A.S.A dans le projet, le respect des objectifs poursuivis par la C.A.S.A, et le montant de sa participation financière.

La C.A.S.A. assurera le financement des travaux tels que décrits ci-après :

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 84 600€ HT et se décompose comme suit :

- o Démolition des marches et dallage béton sur toute la rue,
- o Percement du regard grille existant, mise en place sur lit de sable une canalisation en CR8 diamètre 200 mm comprenant coudes et raccords,
- o Mise en place d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales sur toute la longueur de la rue sur 90 ML,
- o Fourniture et pose de 25 ML caniveau grille répartie selon besoins, raccordement par culote de branchement,
- o Mise en place de 5 regards grille 50/50 pour permettre l'entretien ultérieur,
- o Remblaiement de la canalisation en sable à tranché pose d'un grillage avertisseur,
- o Mise en place de marches en pierre de taille posées sur béton brut sur toute la rue,
- o Pose d'un béton maigre provisoire en attendant le béton de finition de la rue,
- o Mise en place d'une rampe en béton de 0.20 m x 0.20 hauteur pour pose de garde-corps éventuel au bord des marches (partie dans le vide),
- o Fourniture après Travaux d'un plan complet de recollement des travaux exécutés.

La Commune transmettra à la C.A.S.A. un dossier comprenant tous les éléments techniques et financiers prévisionnels de l'opération envisagée.

Afin de procéder au versement, la Commune devra transmettre un état récapitulatif des dépenses daté et signé.

Lorsque le projet technique retenu par la Commune répond à des objectifs complémentaires sortant des compétences transférées, et qu'il entraîne des travaux plus coûteux (aménagement urbain ou élargissement de voirie par exemple), la C.A.S.A. participera financièrement à hauteur de la solution de base.

Le montant estimatif de participation de la C.A.S.A. comprend les études et les travaux. Ce montant prévisionnel est révisable. Il sera ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention). Au-delà d'une variation de 10% un avenant sera établi.

Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses. La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

Article 3.1 : Avance de démarrage

La C.A.S.A s'engage à verser à la Commune une avance de démarrage de 40 %.

Article 3.2 : Modalités de remboursement

Le remboursement du coût des travaux sera déclenché à l'épuisement du montant de l'avance de démarrage prévue à l'article 3.1. La C.A.S.A procédera à des règlements mensuels sur présentation par la Commune d'un état des dépenses. Un solde définitif des comptes entre les deux parties sera effectué lors de l'élaboration du décompte général définitif de l'opération.

Article 3.3 : Opérations sous mandat

La Commune suit ces opérations sous la forme d'opérations sous mandat (compte 458). Ainsi il est ouvert dans la comptabilité de la Commune, en vertu de la présente convention, un compte qui enregistre les opérations d'investissement exécutées pour le compte de la C.A.S.A. Il est subdivisé de manière à distinguer les opérations de dépenses de celles des recettes. En cours d'opération, les dépenses et les recettes donnent lieu à l'émission de titres et de mandats. Après l'achèvement des travaux, le compte de dépenses et le compte de recettes présentent en principe un solde équivalent.

Article 4 : Obligations de la Commune

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à la passation des marchés et à leurs exécutions à la C.A.S.A. Les documents transmis par les prestataires, programme, étude de conception..., devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente.

Les panneaux d'information placés sur le ou les chantiers devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

Article 5 : Modalités de contrôle des parties

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A. aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et notamment :

- Informer la C.A.S.A de manière complète et totale sur le déroulement des éléments de mission aux différentes phases de l'opération.

Article 6 : Responsabilités & Assurance

La souscription des assurances construction, et notamment « Tous Risques Chantier », « Dommage Ouvrage » et « Responsabilité Civile » incombe à la commune en sa qualité de Maître d'ouvrage délégué.

Une attestation d'assurance relative à l'opération de construction pour les garanties susvisées est remise au Maître d'Ouvrage C.A.S.A avant le commencement des travaux.

Article 7 : Personnes habilitées à engager la commune

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, seul Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la commune pour l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires à Sophia Antipolis, le

**Pour la C.A.S.A.
Le Vice-Président délégué aux Risques Naturels
Et aux Risques Majeurs,**

**Pour la Commune Les Ferres
Le Maire,**

Monsieur Jean Pierre DERMIT

Monsieur Georges TOSSAN

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/12/2021
Numéro : BC_2021_203
Nature : DE - Deliberations
Objet : Commune de Les Ferres - Maitrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de l'extension du réseau pluvial - rue de l'Aparas - Convention subséquente
Matière : 8.4 - Amenagement du territoire
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : NPeXosZ

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/12/2021
Identifiant : 006-240600585-20211206-BC_2021_203-DE

Acte reçu

Date : 06/12/2021
Numéro interne : BC_2021_203
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 4
Objet : Commune de Les Ferres - Maitrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de l'extension du réseau pluvial - rue de l'Aparas - Convention subséquente
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20211206-BC_2021_203-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20211206-BC_2021_203-DE-1-1_2.PDF

N